



Le 7 septembre 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les Présidents des sept Départements d'Ile-de-France refusent de participer à l'élection du Président du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris

La Société du Grand Paris (SGP) est en charge du plus grand projet d'infrastructure français du 21^e siècle, un projet dont la réalisation améliorera considérablement les conditions quotidiennes de transports de millions de Franciliens. L'annonce unilatérale par l'Etat du report pour deux à sept ans de la plupart des lignes de ce nouveau système de transports, qui serait justifié par un quasi doublement du coût prévisionnel du projet, est donc un recul majeur, contradictoire avec la volonté affirmée de renforcer l'attractivité internationale de l'Ile-de-France, et susceptible de remettre en cause les engagements pris par notre pays pour l'accueil des Jeux Olympiques de 2024.

Les raisons financières et techniques invoquées par l'Etat pour justifier ce désengagement n'ont jamais été explicitées de façon claire et convaincante ni à l'opinion, ni aux élus locaux ou nationaux, ni même au conseil de surveillance de la SGP, pourtant directement responsable du projet. La Cour des comptes a d'ailleurs souligné l'importance de ces manquements à la bonne gouvernance et à la transparence.

L'élection du nouveau Président du Conseil de surveillance, après la démission de Jean-Yves Le Bouillonnet, n'y échappe pas. Au lieu de saisir l'opportunité d'un partenariat fondé sur la confiance et la transparence avec les grandes collectivités franciliennes, l'Etat a multiplié depuis le mois de juin les manœuvres pour inventer une candidature à sa convenance, repoussant à plusieurs reprises la réunion du Conseil de surveillance, assumant le risque de laisser vacant pendant plusieurs mois cruciaux la présidence de la SGP et démontrant qu'au fond il n'est pas prêt à partager le pouvoir avec les représentants légitimes des populations d'Ile-de-France puisqu'il veut tout contrôler... avec les résultats que l'on sait.

Dans ces conditions, les Présidents des sept départements d'Ile-de-France ont décidé de ne pas participer à cette élection mascarade et de laisser à l'Etat la responsabilité de nommer l'élu qu'il veut. Ils continueront cependant, dans les semaines et les mois à venir, à jouer leur rôle d'administrateur avec une vigilance renforcée et à exiger inlassablement et par toutes les voies légales des réponses aux questions qu'ils posent.